

*Mardi 19 Novembre après-midi,
Représentation permanente du Portugal*

5- Réunion CP-RUP / « Conférence des trois Etats membres

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Nous voici réunis, tous ensemble, pour faire un point sur des sujets importants, voire vitaux pour nous. Merci pour cette initiative, cette invitation.

La Collectivité de Saint-Martin assure **jusqu'en Février 2020, la Présidence de la Conférence des Présidents des RUP.**

Dans le cadre de ces responsabilités, j'insiste régulièrement, auprès de mes interlocuteurs européens et nationaux, sur la nécessité de résolument prendre en compte les intérêts des neuf régions ultrapériphériques et de leurs 5 millions d'habitants, au moment où les négociations relatives aux caractéristiques et aux montants des programmes européens 2021-2027 vont entrer, dans les mois qui viennent, dans une phase cruciale et décisive.

Je voudrais ici insister, très brièvement, sur trois points, et poser trois questions :

- 1- Nous sommes favorables à une approche régionalisée dans la mise en œuvre des fonds, de façon à répondre aux besoins réels des Territoires.**

Les orientations données par la Commission européenne tendent à reposer sur une attention accrue aux besoins distincts de chacun des territoires de l'Union.

Nous y voyons l'assurance d'une meilleure compréhension des problématiques spécifiques des RUP, lesquelles doivent être abordés avec le plus grand souci de leur singularité endogène.

Nous avons en effet besoin, notamment en ce qui concerne le FEADER, de programmes *pleinement territorialisés*, adossés à des collectivités responsables et associés à un cadre de gouvernance représentant les intérêts réels des acteurs et citoyens concernés.

Or, force est de constater, hélas, que ce n'est pas le cas, s'agissant de certaines RUP, comme Mayotte et Saint-Martin.

Ces deux territoires ont vocation, *comme les autres RUP*, à disposer d'un PO propre pour la période 2021-2027 ; ils devraient ainsi, *comme les autres RUP*, pouvoir enfin accéder à la qualité d'autorité de gestion...

Un courrier au Premier ministre français va être transmis, dans cette visée.

⇒ *Nos gouvernants sont-ils disposés à entendre les élus locaux sur cette demande ?*

⇒ *En renforçant notamment les outils statistiques nationaux, afin de pouvoir disposer de données territorialisées nous permettant d'assumer pleinement nos responsabilités ?*

2- Les conséquences du BREXIT ne laissent pas d'inquiéter

Le terme de ce feuilleton lancinant et urticant semble proche. Pour autant, les conséquences du départ du Royaume-Uni demeurent encore floues, notamment au niveau budgétaire.

Les RUP ne manqueront pas d'être impactées. Y compris dans leurs relations avec les futurs ex-PTOM de la Zone Caraïbes. On le sait peu, mais Saint-Martin, à 7 km d'Anguilla, est le territoire français le plus proche d'un territoire britannique !...

⇒ *Nos gouvernants sont-ils disposés à mieux prendre en compte les attentes et inquiétudes des RUP, s'agissant de ce dossier ? Afin que nos Territoires ne soient pas victimes des effets collatéraux du BREXIT ?*

3- Nous souhaitons que la France, l'Espagne et le Portugal pèsent de tout leur poids politique pour défendre les intérêts de leurs RUP dans les négociations relatives au Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027...

J'insisterai en effet sur un point qui me tient à cœur : au-delà de leurs histoires et trajectoires particulières, les RUP, qui connaissent encore des retards structurels, notamment en termes d'équipement et de formation, ont besoin de la solidarité nationale *et* européenne.

Elles ne sauraient donc servir de *variable d'ajustement*, budgétaire et/ou politique, lors de la définition des positions et des priorités de nos Etats.

Très concrètement, pour 2021-2027, nous avons besoin, *a minima*, d'un maintien, en termes réels, des enveloppes obtenues sur la période 2014-2020.

Or, sauf erreur de ma part, le Gouvernement français n'a pas signé la récente déclaration politique des « Amis de la cohésion » (signée par 17 Etats membres dont le Portugal et l'Espagne), visant à sécuriser l'enveloppe budgétaire de la politique de cohésion post 2020.

Existe-t'il une raison pour cela ? Car, comme vous vous en doutez, cela nous inquiète.

- ⇒ *La réduction des écarts, et des retards, entre les différentes régions de l'UE est-elle encore prioritaire aux yeux de nos Gouvernements ?*
- ⇒ *Pouvez-vous nous rassurer sur vos objectifs, s'agissant spécifiquement du soutien européen aux régions ultra-périphériques, encore trop souvent parmi les plus déshéritées de l'Union (car tout le monde ne peut pas être « premier de cordée » !)...*

Je vous remercie.